

minente. Lorsque se forma le Gouvernement d'union, il sembla être compris que le tarif ne serait pas discuté, de quelque temps du moins; mais il est peu probable qu'il ne le soit pas au cours de la présente session. C'est un sujet très passionnant.

Pour que le pays soit prospère, pour que nos industries fleurissent, il est à désirer que l'on n'apporte aucun changement au tarif. Je représente une circonscription rurale dans l'Ouest et l'on me permettra peut-être de dire que les populations de l'Ouest ont des opinions bien arrêtées à cet égard. Lorsque fut formulée autrefois la politique nationale, l'Ouest, à proprement parler, n'existait pas. Aujourd'hui, il est fort peuplé, et l'on y est d'avis que le poids des taxes a porté sur eux aussi longtemps qu'ils pouvaient se permettre de l'endurer. On pense que l'heure est venue d'apporter remède à leur situation, de manière qu'ils aient les mêmes chances de succès que les cultivateurs des Etats de l'Ouest.

Permettez-moi de vous dire, monsieur l'Orateur, et de dire aux membres du cabinet, qu'on ne fait pas de politique dans l'Ouest. C'est un jeu auquel on ne se livre pas. J'observe que mes vieux amis conservateurs de l'Ouest acceptent de tout cœur le projet d'abaisser le tarif maintenant que l'esprit de parti a été mis de côté. Autrefois ils prêtaient leur concours au parti, mais, avec un gouvernement d'union, ils sont en mesure de dire qu'il faut remanier profondément le tarif. Sur ce point, l'Ouest est uni. Il m'a fait plaisir d'entendre l'honorable député de Kamouraska (M. Lapointe), que je tiens en très haute estime, dire à cette Chambre, l'autre soir, que la province de Québec voulait un abaissement des droits, ou qu'elle est prête à soutenir toute proposition de réduire le tarif. Il a parlé de Toronto comme étant le foyer de la protection. Je m'étais demandé si Montréal n'est pas presque aussi dévoué à la protection que Toronto. J'ignore quel est le sentiment de la province de Québec à cet égard; mais je suppose que l'honorable député n'a pas voulu tromper la Chambre en lui disant l'autre soir que, dans cette province, un groupe important de la population verrait d'un bon œil un abaissement du tarif.

Dans les trois provinces de l'Ouest il y a unanimité absolue sur ce point. Que mon honorable ami le premier ministre intérimaire me permette de lui dire qu'il devra, comme je l'espère, donner sa plus sérieuse attention à cette affaire. Je m'adresse à lui sachant qu'il est un libéral de la vieille roche. Le très honorable premier ministre

[M. Richardson.]

(sir Robert Borden) est, lui aussi, un vieux libéral. Ils n'ont du moins, ni l'un ni l'autre, aucune prévention contre un abaissement des droits.

Avec le concours des autres membres du cabinet ils sont capables de résoudre cet important problème ou d'aider à le résoudre. Je le déclare, la population de l'Ouest ne joue pas à la politique, elle ne s'en soucie pas du tout, elle est écoeuvée de l'esprit de parti, mais bien décidée à obtenir la réduction du tarif. Les honorables députés de l'Ouest qui appuient le Gouvernement sont des gens raisonnables, ils ne viendront pas, le revolver à la main, demander au Gouvernement ou à son chef la bourse ou la vie, ils préféreront abandonner leurs mandats. De fait, toute la députation de l'Ouest conçoit si bien l'énorme tâche que représente pour le Gouvernement, l'œuvre de restauration économique, qu'elle serait plutôt portée à l'aider qu'à lui créer de l'embarras; mais ce n'est pas à elle de décider, elle est seulement disposée à accueillir, de la part du Gouvernement, une proposition qui soit juste et raisonnable, et s'il ne veut pas traiter avec elle, force lui sera de traiter avec la population de l'Ouest qu'elle représente, et celle-ci est unanime à demander ce que nous demandons, et elle n'est pas des plus sympathiques, à l'heure qu'il est; elle pense que les partis politiques se sont joués d'elle depuis des années, et les résolutions qu'elle a adoptées à la suite des délibérations que l'on sait, démontrent assez clairement qu'elle entend obtenir justice.

Au nom de l'union, au nom de l'unité de ce pays, je prierais le premier ministre intérimaire et ses collègues de réfléchir sérieusement à cette question, afin d'éviter du trouble et de la division et de réconcilier les différents éléments de ce pays.

Je le répète, il est temps que nous soyons unis. La guerre est terminée et je ne pense pas que le service obligatoire soit jamais nécessaire. Peut-être même aucune question grave ne viendra-t-elle, à l'avenir, semer la division parmi les différents groupes de notre population. J'ai le plus profond respect pour la grande province de Québec. Je connais les Canadiens français, je connais leur bon cœur, leur esprit chevaleresque, leur générosité, et je crois que nous devrions profiter de ce que les nuages disparaissent maintenant de l'horizon, pour tenter de réunir tous les groupes. La province de Québec devrait être bientôt représentée dans le Gouvernement de ce pays. J'espère que nos bons amis de cette province auront bientôt compris de ce que la situation a de raisonnable, et qu'ils auront saisi la logique des